V.

RELATIONS ENTRE LE CONSEIL DE L'EUROPE ET LE SAINT SIEGE
(Concl(76)254/VII, GM(75)308)

Le Délégué de l'Irlande remercie son collègue italien d'avoir réintroduit le projet d'amendement irlandais proposé à la 254^e réunion et qui constitue la seconde variante figurant entre crochets dans les Obs.N°1545. Il reconnaît que dans la version anglaise le mot "designate" est préférable à "appoint". En conséquence, la variante est libellée comme suit: "and to which all member States are entitled to designate persons".

A son avis, l'important est de réinsérer les mots "tous les Etats membres ont la faculté" qui figurent dans la définition de base d'un comité d'experts donnée aux par.4(c) de l'ancien GM(76)32 Add. et du nouveau document, la Résolution(76)3 du 18 février 1976 concernant les structures des comités.

Le Président met aux voix le texte du projet de décisions, y compris l'amendement irlandais. Le texte, tel qu'il figure ci-dessous, est adopté à l'unanimité par 16 voix.

Décisions

Les Délégués

estiment que la demande d'accès au Comité d'experts du Conseil de l'Europe en qualité d'observateur présentée par le Saint Siège doit être considérée à la lumière du caractère spécifique du Saint Siège,

i. conviennent que le Saint Siège aura la faculté d'envoyer des observateurs à ceux des Comités d'experts du Conseil de l'Europe institués en application de l'article 17 du Statut auxquels tous les Etats membres ont la faculté de désigner des participants;

ii. conviennent que la présente décision, vu son caractère spécifique, ne pourra pas être invoquée comme précédent.

*

* *

En réponse à une question posée par le Délégué du Royaume-Uni, qui s'est trouvé dans l'impossibilité de participer au vote, mais qui a fait savoir que son Gouvernement appuie le texte adopté, le Directeur

des Affaires juridiques confirme que, selon les contacts intervenus entre le Saint Siège et le Secrétariat et comme en témoignent tant le compte rendu du Secrétaire Général sur ses entretiens du 4 décembre 1975 à Rome que le Mémoire reçu le 25 avril 1975 de l'Envoyé Spécial du Saint Siège (Annexe au CM(75)122), le Saint Siège ne s'attend pas à être admis, en vertu de la décision (i) ci-dessus, aux comités institués en application de l'article 17 du Statut, dont le Comité des Ministres entend limiter expressément l'accès aux experts des seuls Etats membres.

Le Délégué de la Grèce, estime que la réponse donnée par le Directeur des Affaires juridiques au Délégué du Royaume-Uni ne saurait constituer une interprétation de la décision (i), car une telle interprétation doit être approuvée par le Comité des Ministres à la majorité requise. En outre, s'agissant d'interpréter ladite décision, l'interprétation doit suivre l'esprit dans lequel la décision a été adoptée et doit donc être plutôt large et aucunement limitative.

Le Délégué de l'Irlande, se référant également à certaines déclarations faites après le vote final, déclare que l'on aurait tort d'atténuer la portée de la décision du Comité par une interprétation restrictive et impromptue. De nombreuses déclarations positives et instructives ont été faites par des membres du Comité des Ministres et du Secrétariat pendant le débat de la présente et de la précédente réunions. En principe, les Délégués des Ministres doivent s'en tenir à leurs décisions. En l'occurrence, il s'agit d'une décision saine, fondée sur un consensus lors de la précédente réunion et exprimée dans un vote unanime à la présente réunion.

Décisions

Voir ci-dessus.